

MedTrucks met la cartographie intelligente au chevet des déserts médicaux

28 janvier 2022



Entre le Maroc et la France, le patron de MedTrucks, Anass El Hilal, n'a qu'une obsession : rapprocher l'offre de soins des personnes fragiles. Pour y parvenir, il s'appuie sur la data pour cartographier les zones blanches sanitaires et y optimiser le déploiement d'une offre de e-santé. La start-up vient de lever 2 millions d'euros en vue d'industrialiser sa solution.

Depuis près d'une décennie, Anass El Hilal, 33 ans, développe des solutions innovantes dans le domaine de la santé. En 2015, cet ingénieur en génie biomédical diplômé de Polytech Montpellier crée MedTrucks avec deux associés, Jamir Derrouiche et sa sœur Asmae El Hilal. Leur objectif : répondre à la problématique des déserts médicaux au Maroc grâce aux nouvelles technologies.

Installée à Casablanca au sein de l'incubateur à impact social Bidaya (réseau Sprint), la start-up met rapidement au point sa solution dont le but est de fournir aux acteurs marocains de la santé des camions médicalisés couplés à un outil de cartographie. MedTrucks, lauréate fin 2016 du premier prix Orange de l'entrepreneuriat social, développe alors un projet pilote de dialyse mobile pour faciliter le quotidien des personnes malades en zone rurale.

Afin de renforcer l'efficacité de son service d'unités mobiles médicalisées, elle l'accompagne d'un outil de cartographie du monde de la santé au Maroc. « En croisant de nombreux indicateurs et en traitant des données aussi bien géographiques que statistiques, notre solution permet d'identifier le besoin d'accès aux soins des populations, de détecter les territoires où il existe une pénurie dans

l'offre médicale et d'optimiser ainsi l'organisation des tournées de nos camions médicalisés », explique Anass El Hilal. Et d'ajouter : « Dès 2016, grâce aux données que nous avons pu collecter auprès des centres régionaux de santé, nous avons été précurseurs sur la cartographie sanitaire. Il n'existait aucun outil similaire au Maroc, ni même en France d'ailleurs ».

Dès 2016, grâce aux données que nous avons pu collecter auprès des centres régionaux de santé, nous avons été précurseurs sur la cartographie sanitaire. Il n'existait aucun outil similaire au Maroc, ni même en France d'ailleurs.

Alors que le concept de mini-centres de santé itinérants rencontre un vif succès dans les zones rurales marocaines, MedTrucks ne parvient pas à réunir des financements suffisants pour déployer sa solution à plus grande échelle. La résistance à l'innovation demeure trop forte. MedTrucks décide en 2018 de remiser au garage ses trucks et ses ambitions marocaines.

Mais Anass El Hilal, qui figurait cette année-là dans le Top 30 du magazine américain Forbes consacré aux « personnalités francophones qui dessinent l'avenir de l'Afrique », a retenu la leçon : la maturité numérique des populations et des territoires reste une condition essentielle pour garantir le succès d'une innovation. Et l'intérêt pour la data demeurait encore limité il y a quelques années, au Maroc comme ailleurs.

MEDTRUCKS RECENTRE SA SOLUTION SUR LA FRANCE ET LA DATA

Un pied à Montpellier, l'autre à Casablanca, Anass El Hilal, qui se trouve désormais seul aux commandes opérationnelles de MedTrucks, médite sur le savoir-faire développé au Maroc. « Avec peu de moyens, nous avons acquis une réelle compétence dans le recueil et l'analyse des données géomatiques » souligne-t-il. Le jeune entrepreneur décide de recentrer sa solution sur la France et la seule data.

Incubée à l'École des mines d'Alès (pour la partie tech) et chez Alter'Incub (pour la partie sociale), la start-up développe une nouvelle plateforme baptisée MedMapping. Cette version enrichie s'appuie sur de multiples sources pour identifier les déserts médicaux, dont les nombreuses données ouvertes de l'Assurance maladie et des collectivités territoriales.

Très vite, la cartographie sanitaire de l'ensemble du territoire français est finalisée. L'outil MedMapping attire alors l'attention du consortium portant le projet e-Meuse Santé, que la start-up rejoint fin 2018 en tant qu'entreprise partenaire.

En tant que partenaire du gouvernement français via le consortium e-Meuse Santé, notre solution devient un outil stratégique pour construire une offre de santé territoriale.

Sélectionné en septembre 2019 par Matignon dans le cadre de l'appel à projets Territoires d'innovation, e-Meuse Santé mobilise, autour du département de la Meuse, la région Grand Est, les départements de la Haute-Marne et de la Meurthe-et-Moselle, ainsi que onze entreprises, dont MedTrucks, et les principaux acteurs de la santé (Agence régionale de santé Grand Est, Assurance maladie, etc.). Soit plus de 50partenaires rassemblés au sein d'un même écosystème.

Doté d'un budget de 24 millions d'euros, ce projet d'expérimentation, qui monte en charge depuis la fin 2020, s'appuie sur les solutions innovantes de ses entreprises partenaires pour favoriser l'accès aux soins dans les zones enclavées, tout en contribuant à l'essor d'une filière e-santé dans le Grand Est.

400 SITES DE TÉLÉMÉDECINE DOIVENT VOIR LE JOUR D'ICI À 2030

« Finalement, la plateforme mise au point pour piloter les camions au Maroc sert aujourd'hui à piloter en France des politiques de santé », sourit Anass El Hilal. Concrètement, il s'agit toujours de cartographier le territoire pour identifier les zones blanches sanitaires. MedTrucks va ensuite sélectionner des relais de santé de proximité (pharmacie, Ehpad...) afin de proposer, avec ses partenaires du consortium, un dispositif de télémédecine. Pour cela, et c'est une autre nouveauté par rapport au projet initial au Maroc, la start-up va aussi évaluer la maturité numérique (fibre, 4G) et organisationnelle du site, ainsi que des professionnels de santé concernés (équipements, connexions, formation, etc.).

Si tous les voyants sont au vert, le consortium installe alors un espace de télémédecine, tandis que MedTrucks se charge de mesurer l'impact de cette nouvelle offre de soins. En marge du projet e-Meuse Santé, prévu pour durer dix ans, 400 sites doivent être ainsi déployés selon la feuille de route de la région Grand Est.

« Aujourd'hui, de nombreux services numériques sont disponibles. Mais pour qu'ils puissent se diffuser au plus près des territoires, notamment dans les zones prioritaires, il y a de nombreuses étapes à franchir, avec des prérequis incontournables. Et c'est la cartographie qui permet de mener à son terme un tel projet, résume le chef d'entreprise.

Avec la crise sanitaire liée à la Covid-19, on voit bien l'importance de la data pour piloter une politique de santé efficace.

Avec la crise sanitaire liée à la Covid-19, on voit bien l'importance de la data pour piloter une politique de santé efficace ». La pandémie a effectivement donné un coup d'accélérateur à la télémédecine et a contraint les collectivités locales à s'emparer du sujet, jusque-là « chasse gardée » de l'État. Le poids de la réglementation dans le domaine de la santé en France, avec par exemple un secret médical très strict, constitue aussi un frein à l'innovation, considère l'entrepreneur. C'est pourquoi le projet e-Meuse Santé offre un cadre dérogatoire pour expérimenter plus librement de nouvelles solutions. « En tant que partenaire du gouvernement français via le consortium e-Meuse Santé, notre solution devient un outil stratégique pour construire une offre de santé territoriale », se réjouit Anass El Hilal.

Après une montée en puissance fin 2020 dans la région Grand Est, l'enjeu pour l'entrepreneur franco-marocain est désormais de capitaliser sur cette expérimentation pour industrialiser sa plateforme de cartographie. Dans cette perspective, il poursuit des discussions avec le ministère des Solidarités et de la Santé, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et la Banque des territoires pour mettre l'outil MedMapping à la disposition de l'ensemble des collectivités d'ici cet automne.

En parallèle, outre une subvention reçue en tant que partenaire d'e-Meuse Santé, la start-up vient de lever 2 millions d'euros auprès de la Banque des territoires. Cette première levée de fonds doit servir à accélérer la croissance de la jeune pousse qui emploie aujourd'hui quatre personnes. En marge de ce projet, MedMapping se positionne comme une solution BtoB qui cible, outre les collectivités territoriales, les agences régionales de santé, ainsi que des acteurs privés tels que les

mutuelles et les sociétés de télémédecine en offrant un accès illimité à sa plateforme contre la souscription à une licence annuelle.

CASANURSE

En 2020, Anass El Hilal renoue avec ses racines marocaines en cofondant CasaNurse à Casablanca avec deux partenaires, la Franco-Marocaine Laila Hamdouni et l'Allemand Maximilian Bock. La jeune entreprise, qui vient de décrocher sa première subvention, déploie des infirmières au domicile de patients fragiles, après les avoir formées et équipées. Le projet du trio a permis à une vingtaine d'infirmières de rejoindre le secteur formel, les soins à domicile étant très souvent dispensés de manière informelle au Maroc, sans aucune traçabilité. Mais contrairement au projet initial de MedTrucks, Anass El Hilal, qui se définit avant tout comme « un ingénieur et un entrepreneur social », ne s'appuie pas cette fois sur une solution high-tech. En cause, une maturité numérique toujours balbutiante dans le royaume.

À lire aussi :

AU MAROC, ARMA CASABLANCA DIGITALISE LA GESTION DES DÉCHETS

À Casablanca, capitale économique du Maroc, la croissance démographique et l'urbanisation de la population génèrent une hausse exponentielle des ordures ménagères (évaluées à un million de tonnes par an). La ville a néanmoins su mettre en place un système de gestion des déchets de plus en plus structuré en faisant appel à des acteurs privés. C'est le cas d'Arma Casablanca, filiale du groupe marocain Arma, qui a récemment remporté un appel d'offres pour la gestion du service de propreté et de collecte des ordures ménagères sur une partie de la commune.

Ce contrat de gestion déléguée vise à améliorer la gestion des déchets via la digitalisation des opérations de collecte et l'installation de smart meters qui permettront notamment la géolocalisation du matériel roulant et le traitement de quantités de données collectées sur les bacs (poids, nombre de levées effectuées, etc.). Cette première au Maroc permettra une optimisation des circuits et un meilleur suivi des prestations en temps réel.

Afin de financer ces investissements stratégiques, Arma Casablanca s'est vue accorder, début 2021, un prêt par trois banques locales (dont la BMCI, filiale marocaine du groupe BNP Paribas), avec une garantie de Proparco à hauteur de 15 millions d'euros. Cette opération va permettre à plus de 1,4 million d'habitants d'accéder à une gestion des déchets digitalisée et innovante (technologies de type smart city) et de soutenir plus de 2400 emplois directs.

